

Brexit : Valls comprend tout à coup que le TAFTA va encore leur faire perdre des voix

écrit par Christine Tasin | 26 juin 2016



On n'en finira pas de dire les effets, attendus et inattendus, du Brexit. Dès que la colère du peuple apparaît au grand jour... rétropédalage ! Les négociations pour la signature du TAFTA ont commencé en 2013... cela fait 3 ans qu'on en parle, qu'on conteste, que [Marine Le Pen monte au créneau](#), en vain.

Et tout à coup, fiat lux !

Valls vient d'inventer l'eau tiède. Traduisez, il vient de découvrir l'existence du TAFTA. Incroyable mais vrai, le premier Ministre de la France, qui laissait les négociations se faire dans un grand secret, fait semblant d'ouvrir les yeux et dit la même chose (enfin presque) que *Résistance républicaine*.

Pour mémoire, voir les [nombreux articles](#) que nous avons publiés sur le sujet, évoquant le massacre de nos PME, OGM, farine animale, chlore etc. dans nos assiettes...

En résumé :

Ce traité dont François Hollande a récemment dit devant Obama qu'il souhaitait sa ratification « *le plus vite possible* », ce qui nous promet bien du plaisir... Car son but est d'éliminer les « *obstacles réglementaires inutiles au commerce* ». Et ce dans tous les domaines : à part le cinéma, exception culturelle qui confirme la règle, **tout sera passé au karcher : agriculture, environnement, énergie, aéronautique, automobile, services, contrats publics, normes, etc. Ça va saigner !**

Un exemple ? On se souvient que le pétrolier texan Schuepbach, furieux que ses permis de forer en France soient devenus caducs à cause de la loi de juillet 2011 interdisant la fracturation hydraulique pour extraire les gaz de schiste, avait attaqué celle-ci en justice. Et que le Conseil constitutionnel l'avait envoyé bouler, en octobre. Pur archaïsme, évidemment ! **Lorsque le traité transatlantique sera ratifié, le Conseil constitutionnel et les tribunaux français n'auront plus leur mot à dire. C'est le Cirdi, un tribunal d'arbitrage sis à Washington et dépendant de la Banque mondiale, qui sera juge.** Plusieurs pays se mordent déjà les doigts d'avoir signé pareil traité de libre-échange, qui, sous prétexte de protéger les investisseurs, **permet aux firmes privées d'attaquer les pouvoirs publics, et au droit privé de primer sur le droit national.** Ainsi l'Uruguay, dont le Président, un ancien cancérologue très sensible aux méfaits du tabac, avait mené une vigoureuse campagne anti-clopes qui a fait baisser la consommation de 44 %. **Le géant de la cigarette Philip Morris, estimant que ses « droits d'investisseur » ont été bafoués, réclame à l'Uruguay une indemnité de 2 milliards de dollars.** Le Cirdi rendra son jugement l'an prochain (« Courrier international », 13/2)...

Dans un excellent petit ouvrage¹ qui décrypte les 46 articles du mandat de négociation de la Commission européenne, et permet donc d'imaginer ce qui se passe dans les très opaques négociations actuellement en cours, Raoul Marc Jennar rappelle qu'il existe un précédent, l'[Aléna, accord de libre-échange qui lie depuis vingt ans États-Unis, Canada et Mexique.](#) « **En vingt ans, le Canada a été attaqué 30 fois par des firmes privées américaines, le plus souvent pour contester des mesures en vue de protéger la santé publique ou l'environnement, ou pour promouvoir des énergies alternatives. Le Canada a perdu 30 fois.** » Et de raconter une plainte actuellement

en cours. La ville américaine de Detroit est reliée par un pont à la ville canadienne de Windsor. Ce pont est totalement saturé par le trafic. Le Canada a donc décidé d'en construire un nouveau... **Mais la firme privée américaine à laquelle appartient le pont embouteillé ne l'entend pas de cette oreille ! Elle réclame 3,5 milliards de dollars de compensation au Canada,** car « elle considère que la construction du nouveau pont est une expropriation de son investissement et qu'elle bénéficie d'un droit exclusif au franchissement de la rivière par un pont ». C'est-y pas beau ?

On se demande bien pourquoi les tractations entre l'Europe et les Etats-Unis concernant ce merveilleux mécanisme dit du règlement des différends, qui sera l'une des pierres angulaires du traité, ont été prudemment repoussées après les élections européennes. Mieux vaut tenir le populo à l'écart : il serait capable de comprendre que c'est dans ses poches que les multinationales s'apprêtent à se servir...

Jean-Luc Porquet

<http://www.laquadrature.net/files/rp/20140319%20-%20Canard%20enchaine%20...>

<http://resistancerepublicaine.com/2014/04/08/lhorreur-du-traite-transatlantique-que-hollande-veut-nous-imposer/>

Et voici ci-dessous la partition de Valls... cet opportuniste, les eux sur la ligne d'horizon 2017

Tafta: "cet accord ne va pas dans le bon sens", estime Valls



Le Premier ministre s'est montré très sceptique, ce dimanche, sur l'idée d'un accord de traité transatlantique

Manuel Valls a estimé ce dimanche en marge d'un déplacement à Belleville-sur-Mer (Seine-Maritime) qu'"il peut pas y avoir d'accord de **traité transatlantique**" de libre-échange entre l'UE et les États-Unis (**Tafta**) car cet accord "ne va pas dans le bon sens".

"Dorénavant, aucun accord de libre-échange ne doit être conclu s'il ne respecte pas les intérêts de l'Union. L'Europe doit être ferme. La France y veillera. Et moi je vous le dis franchement, il ne peut pas y avoir d'accord de traité transatlantique. Cet accord ne va pas dans le bon sens", a lancé le Premier

ministre devant des militants PS.

“Une vision mauvaise pour notre économie”

Cet accord sur le Tafta “imposerait (...) une vision qui ferait le lit non seulement des populismes, mais tout simplement une vision qui serait mauvaise pour notre économie”, a-t-il poursuivi, dénonçant au passage le “choix dramatique” qu’a représenté la suppression des quotas laitiers et égratignant l’ancien ministre de l’Agriculture Bruno Le Maire, candidat à la primaire de la droite en vue de la présidentielle de 2017.

Négocié dans le plus grand secret depuis mi-2013, l’accord vise à supprimer les barrières commerciales et réglementaires entre l’UE et les États-Unis pour créer une vaste zone de libre-échange censée doper l’activité économique. Mais il est décrié pour son manque de transparence et l’impact qu’il pourrait avoir sur l’agriculture et l’environnement.

<http://www.bfmtv.com/politique/tafta-pour-valls-il-ne-peut-pas-y-avoir-de-traite-transatlantique-996669.html#xtor=AL-68>

Pour soutenir Résistance républicaine financièrement, cliquez sur <http://resistancerepublicaine.com/don/> et choisissez le montant de votre don.